



Santé
Réduction des Risques
Usages de Drogues

SWAPS n° 25



Dossier

Réduction des risques à Paris 18ème

par Olivier Bonnin

Après des années de procès et de querelles entre les structures pour toxicomanes et leurs riverains du 18e arrondissement de Paris, un dialogue nouveau tente de s'instaurer. Témoignages épars glanés lors d'un débat public en mairie, et expériences de médiation dans la rue. D'où la question centrale: les habitants peuvent-ils devenir acteurs de la réduction des risques ?

A chacun son credo. Quand, le 8 décembre 2001, Nicole Maestracci prend le micro devant les quatre cents participants à la table ronde "Toxicomanie et vie de quartier", organisée à la mairie du 18^e, elle se risque à "*sortir du binaire*" et énonce qu'il n'existe pas de "*société sans drogue*". Aussitôt, une partie de la salle acquiesce tandis que d'autres vocifèrent contre la présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt): "*C'est n'importe quoi!*" A l'inverse, lorsque Bertrand Delanoë séduit les riverains présents d'un classique "*la drogue, c'est de la merde*" et ajoute que "*la question de la répression du trafic n'a pas besoin de débat*", le maire de Paris déclenche simultanément applaudissements rassurés et long hurlement outragé d'un membre d'Act Up-Paris... Le débat sur la drogue organisé ce 8 décembre a pu prendre des allures de bataille d'applaudimètre entre partisans de la réduction des risques et militants du Droit au calme.

La réunion avait été organisée pour "*ouvrir largement le débat entre habitants, professionnels et pouvoirs publics pour que les questions de toxicomanies soient discutées dans toutes leurs dimensions*". Elle aura déjà constitué un début de dialogue pour certains riverains harassés par des années de trafic ou d'usage de crack et d'héroïne dans leurs cages d'escalier. Parlant au nom d'un collectif de locataires d'un immeuble de la rue Philippe-

de-Girard, Françoise Lemoine-Counil a ainsi évoqué l'arrivée des toxicomanes en 1995 dans son quartier. Le marché du crack et de l'héroïne venait d'être chassé *manu militari* de la place Stalingrad et avait rapidement rejoint les environs de Marx-Dormoy, à quelques stations de métro de distance. Françoise Lemoine-Counil et ses colocataires ont alors vu leur quartier défiguré par *"les violences entre toxicomanes et les "shooting-rooms" dans les laveries"*... Dans la même rue, Jean-François Bowen, de l'association la Chapelle, a également observé ces nouveaux visiteurs qui *"consommaient ou dealaient dans les escaliers, dans le local des poubelles, dans les WC communs et dormaient sur nos paliers. Détritus, bougies allumées, seringues, squat des caves... Nous avons tout vu."*

Au-delà de ces doléances, la table ronde du 8 décembre a aussi permis d'entendre de nouveaux points de vue sur la réduction des risques de la part des riverains. Quand le quartier de la Chapelle s'était transformé en "scène ouverte" de la drogue, en 1995, les regards des habitants s'étaient rapidement tournés vers les structures accueillant les toxicomanes situées dans le quartier. La Boutique de l'association Charonne, le Sleep-in de SOS drogue international⁽¹⁾, avaient alors été accusés d'attirer et de maintenir les accros autour de Marx-Dormoy.

Ce 8 décembre, les invectives ont certes repris contre la réduction des risques. François Nicolas, du Collectif anti-crack de Stalingrad, a ainsi refusé que *"le combat contre la drogue soit subordonné au combat contre le sida"*. Persuadé de *"dérives dans ces associations financées sur fonds publics"*, un représentant de l'association locale Droit au calme a exigé une évaluation des centres accueillant les toxicomanes.

D'autres riverains préfèrent pourtant chercher une alternative à ces lieux de réduction des risques. Pour Françoise Lemoine-Counil, ces structures à bas seuil ne sont que *"le maillon d'une chaîne thérapeutique qui n'existe pas"* : faute d'orienter vers les soins et l'abstinence, elles ne parviendraient qu'à *"installer dans la toxicomanie"*. Cette habitante demande donc leur fermeture et propose le développement de prises en charge hospitalières, sur le modèle du centre Nova Dona qui délivre de la méthadone au sein de l'hôpital Broussais. L'exemple est également cité par Olivier Ansart, membre d'Olive 18, pour qui les structures à bas seuil ne doivent pas être implantées en pleine ville.

Révolution de quartier

Mais, surprise de ce 8 décembre, plusieurs riverains sont venus apporter leur soutien à la réduction des risques. Un habitant du 10^e arrondissement est venu témoigner de sa *"solidarité"* avec les toxicomanes et de son soutien à la Boutique installée dans son quartier, rue Beaurepaire. Un membre de Mieux-vivre au Simplon a notamment demandé que soit *"desserré le dispositif de prise en charge de ces toxicomanes, afin que tout le problème ne soit pas concentré en un seul endroit"* - ce à quoi Bertrand Delanoë a fait

lui-même écho en proposant que *"toutes les structures ne soient pas situées dans le même quartier, pour plus de mixité sociale"*. Pour Jean-François Bowen et l'association la Chapelle aussi, *"ce n'est pas la présence de la Boutique ou du Sleep-in qui pose problème sur le quartier, mais le manque de Boutiques et de Sleep-in ailleurs, dans les autres arrondissements"*. Cet habitant du 18^e a ainsi dénoncé les promesses non tenues du dernier plan triennal de la Mldt : la France aurait notamment dû compter en 2001 cinq Sleep-in et vingt nouvelles Boutiques, mais un seul centre d'hébergement nocturne et quatre lieux d'accueil de jour fonctionnent aujourd'hui dans la capitale.

Des riverains militeraient-ils désormais pour la réduction des risques ? Jean-François Bowen a lui-même évoqué cette avancée dans le 18^e arrondissement : *"Aujourd'hui, les habitants sont toujours inquiets pour leur sécurité et exaspérés par les trafics, mais certains ont franchi une autre étape. Ils participent maintenant dans leurs associations à l'élaboration du diagnostic et à la recherche de solutions. C'est là un fait nouveau. On découvre que l'habitant en contact direct avec les usagers de drogues peut lui aussi prendre sa part dans le débat public. C'est nouveau, c'est une véritable révolution."*

Cette révolution de quartier se manifeste depuis trois ans déjà autour d'une nouvelle structure: Coordination toxicomanies 18. En 1999, quatre associations de riverains ouvrent le dialogue avec des représentants des structures pour toxicomanes. Face aux nuisances occasionnées par les usagers de drogues, une proposition est alors lancée: créer un espace de conciliation dans le quartier. Après dix-huit mois d'expérimentation, le dispositif est officiellement créé en février 2001: Coordination toxicomanies 18 doit assurer non seulement une médiation quotidienne entre les habitants du 18^e, les toxicomanes et leurs lieux de prise en charge, mais aussi améliorer l'articulation entre ces différentes structures médicales, psychologiques ou sociales. Depuis, sept médiateurs arpentent chaque jour les rues du quartier. Tour à tour, ces nouveaux intervenants de rue peuvent orienter un toxicomane vers un local d'échange de seringues, puis dialoguer avec un riverain excédé par des dealers au pied de son immeuble... Avec trois coordinateurs pour gérer ces équipes de rue, Coordination toxicomanies 18 intervient spécifiquement sur trois quartiers du 18^e: la Chapelle, la Goutte-d'Or et Simplon-Clignancourt. Les associations d'habitants Paris Goutte-d'Or et la Chapelle siègent encore aujourd'hui dans son conseil d'administration, aux côtés de structures pour toxicomanes. Coordination toxicomanies 18 fonctionne avec douze salariés, grâce à l'appui financier de la DASS de Paris, de la politique de la ville, et de la mairie de Paris. *"Cette association est un outil important pour le quartier"*, estime Jean Chiocchetti, de l'association fondatrice AM 18. *"Pendant plusieurs années, des réunions mensuelles avaient été proposées aux habitants pour leur expliquer les prises en charge des toxicomanes."*

Coordination toxicomanies 18 assume désormais cette fonction en informant régulièrement les riverains. C'est essentiel." Même Olivier Ansart, de l'association Olive 18, appuie aujourd'hui la nouvelle structure: "Au départ, nous étions réservés face à cette coordination qui nous semblait n'apporter qu'une réponse très partielle à nos problèmes. Mais avec le recul, je reconnais leur intérêt: ils répondent aux problèmes concrets des riverains." Olivier Ansart et son association avaient ainsi initié l'idée d'une table ronde pour confronter les points de vue des différents intervenants dans le 18^e arrondissement. Après plusieurs démarches, Coordination toxicomanies 18 a finalement assumé l'organisation de la rencontre du 8 décembre. Le directeur de la Coordination, Pierre Leyrit, se réjouit aujourd'hui de la table ronde. "Les pouvoirs publics ont pu réaliser que la paix publique ne s'obtenait pas seulement par la répression mais aussi par des explications aux habitants. Intégrer les riverains permet de desserrer l'étau autour de la réduction des risques. Quant aux habitants présents le 8 décembre, ils ont pu s'écouter malgré leurs opinions divergentes, et apprendre plusieurs réalités sur la toxicomanie."

Un cercueil rempli de "pompes"

Certes, ces efforts de conciliation n'ont pas encore transformé le 18^e arrondissement en havre de paix pour les structures de réduction des risques. Plusieurs riverains demeurent rétifs à tout dialogue. Le 8 décembre, alors que les participants à la table ronde tentaient de comprendre leurs points de vue respectifs, Entraide 18 et d'autres associations locales manifestaient devant la mairie du 18^e. Pour Serge Lebigot, président d'Entraide 18, il n'était pas question de participer à cette table ronde: *"Je refuse de parler dans une réunion qui coûte le prix exorbitant de 35 000 euros* et d'où rien de concret ne sortira!"* Après avoir déversé le 14 novembre devant le siège de la Mildt 300 seringues ramassées dans son quartier, le 8 décembre, Serge Lebigot a donc fait ouvrir un cercueil rempli de "pompes" usagées devant la mairie du 18^e arrondissement... Pour cet habitant du quartier Marx-Dormoy, *"on ne peut être que pour la réduction des risques. Mais elle doit être contrôlée: les structures à bas seuil doivent échanger les seringues, et non pas les distribuer sans retour. Les toxicomanes doivent avaler leur méthadone dans un lieu fermé, et non pas ressortir dans la rue avec leur flacon. Il faut aussi des soins pour les toxicomanes, de la réinsertion. L'injonction thérapeutique donne de bons résultats!"*

En somme, à force de médiations et de conciliations, les riverains des rues où se trouvent les structures à bas seuil du 18^e arrondissement s'approprient aujourd'hui le débat sur la réduction des risques. Certains redoutent que l'échange de seringues ne fasse oublier les soins, tandis que d'autres s'interrogent déjà sur l'opportunité d'une salle d'injection dans leur quartier. Le débat pourrait encore être cinglant

Un arrondissement à l'insécurité relative

Le 18^e, pôle d'insécurité à Paris ? Depuis plusieurs années, les reportages des télévisions et des hebdomadaires nationaux se succèdent sur les quartiers "chauds" de Barbès ou de la Chapelle. Dans l'arrondissement du nord de Paris semblent se concentrer toutes les délinquances : ventes illégales de médicaments près du marché exotique de Château-Rouge, marché aux voleurs de Barbès, prostitution sur les boulevards extérieurs et, bien sûr, ventes de crack et d'héroïne dans les rues de la Chapelle ou de Château-Rouge. Administré par le ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant, avant qu'Annick Lepetit ne le remplace à la mairie, l'un des derniers arrondissements populaires de la capitale est cité comme exemple de la "montée" de cette forme d'insécurité en France.

A l'association de locataires AM 18, dans le quartier de la Chapelle, Jean Chiocchetti proteste pourtant. *"Quand la presse parle du 18^e, elle nous stigmatise systématiquement. Les médias mettent en avant les actes de délinquance dans le quartier, alors qu'il y en a autant dans le 15^e !" De fait, le nombre des crimes et délits enregistrés par la préfecture de police de Paris étaient à peu près aussi nombreux dans ces deux arrondissements en 1999 : 20024 dans l'arrondissement "calme" du sud de Paris contre 21010 dans le 18^e. Toutefois, le 15^e est l'arrondissement le plus peuplé de la capitale, comme l'indiquait le recensement effectué cette même année. On comptait ainsi 8 crimes ou délits pour 100 habitants dans le 15^e en 1999, contre 11% dans le 18^e. Mais dans le 1^{er} arrondissement, entre le centre commercial des Halles et les tableaux du Louvre, ce taux était alors de 61%... La délinquance y a même connu la poussée la plus forte à Paris en 2001 (+19,4%). De ce point de vue, le quartier des Halles peut donc apparaître comme un véritable pôle d'insécurité à Paris, tout particulièrement marqué par les vols.*

Dans le 18^e, la délinquance est plus spécifiquement liée à l'usage de drogues - de crack et d'héroïne, notamment. Avec 309 infractions à la législation sur les stupéfiants en 1999 (et même 458 en 2000), l'arrondissement enregistrait alors le plus grand nombre de délits de cette nature à Paris. Mais s'il faut encore rapporter ce chiffre brut à la population, la police comptabilisait 0,16 infractions liées aux stupéfiants pour 100 habitants dans le 18^e, contre 0,51% dans le Quartier latin (6^e), et même 1,09% dans le 1^{er} arrondissement, avec 185 infractions en 1999. Désormais, le quartier des Halles *"est un supermarché de la drogue, où les dealers se montrent au grand jour et font du racolage actif, notamment auprès des jeunes"*, déplore le maire de cet arrondissement.



(1) La Boutique propose accueil, accès aux soins et prévention avec un programme d'échange de seringues. Le Sleep-in héberge pour la nuit les toxicomanes de la rue et leur propose consultations médicales et sociales. Ces structures sont dites " à bas seuil " en regard de leurs conditions d'accès peu exigeantes.

* prix couvrant la location de la salle, l'organisation du buffet, mais aussi l'édition de plaquettes d'information, la communication autour de la journée-débat, etc.